

La Dictature des Généraux birmans à l'épreuve

On pourrait dire enfin ! Depuis la répression féroce infligée au peuple birman en 1988, par un « quarteron » de généraux incompetents et prêts à tous les crimes pour garder le pouvoir, le peuple birman, y compris les minorités ethniques, ont souffert presque en silence sous la domination d'une institution qui s'est octroyée droit de vie et de mort.

Le 6 septembre dans la petite ville de Pakkoku au nord de Rangoun, les moines ont commis la suprême injure aux yeux de la police et de l'armée de protester contre une augmentation de cinq cent pour cent du prix des carburants, entraînant une inflation génératrice de famine et de pauvreté extrême. La violente répression qui s'en est suivi a provoqué de la part du bas clergé local une demande d'excuses. Devant le refus de l'autorité de s'exécuter, les moines ont retourné leurs bols c'est-à-dire ont refusé l'aumône quotidienne des familles liées à la police ou à l'armée, ce qui en Birmanie équivaut à une sorte d'excommunication. La protestation s'est propagée d'abord à Rangoun, l'ancienne capitale administrative, puis à Mandalay et enfin dans la plupart des autres villes du pays comme Sittwe, la capitale de la province de l'Arakan au nord ouest du pays.

D'abord surprise, la population à 85% bouddhiste a suivi. Des dizaines de milliers de manifestants envahissent chaque jour les rues. Le 23 septembre, la foule a forcé le barrage policier qui encercle la maison d'Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la paix, et la maintient en résidence surveillée, pratiquement depuis qu'elle a gagné les élections en 1990 et que les généraux lui ont volé sa victoire pour se maintenir au pouvoir après un bain de sang.

Il y a une grande similitude entre les événements qui se déroulent aujourd'hui en Birmanie et ce qui s'est passé en 1988. Le départ des manifestations avait comme aujourd'hui une motivation économique : le dictateur Ne Win avait accumulé les erreurs économiques et conduit son pays à la ruine. Comme en 1988, les revendications économiques ont pris un tour politique. Contrairement à 1988, la Birmanie ne peut plus être le pays « ermite » comme on l'avait surnommé dans la période Ne Win. Il fait partie d'organisations internationales comme l'ASEAN (Association des Nations d'Asie du Sud-est) ; il a comme allié la puissante Chine, ce qui explique peut-être la mollesse de certains organismes internationaux y compris le Conseil de Sécurité devant les exactions dont ce gouvernement militaire se rend coupable à l'égard de sa population. Il n'en demeure pas moins que la réaction de la junte militaire est imprévisible même si un clivage de génération montre que de jeunes officiers gagnent en influence et souhaitent ouvertement une évolution du régime. Aujourd'hui, demain, l'armée peut recevoir l'ordre de tirer sur la foule. A contrario, l'armée peut hésiter à engager une lutte ouverte contre les moines bouddhistes qui ont la confiance du peuple. Les dix sept mille monastères – écoles jouissent dans tout le pays d'un crédit considérable. Le général Tan Shwe osera-t-il braver cette autre armée que constitue celle qu'on surnomme « l'armée safran » ? Ce chef d'Etat autoproclamé, âgé aujourd'hui de 74 ans, confronté à une maladie grave, un cancer intestinal pour lequel il a été soigné dans un hôpital de Singapour au début de cette année 2007 serait sous l'influence de l'ambitieuse Kyaing Kyaing, son épouse. L'envoyé spécial des Nations Unies, Ibrahim Gambari, serait partisan de la méthode douce pour faire comprendre aux généraux qu'il faut changer de politique. Le moins qu'on puisse dire est qu'il n'a pas jusqu'ici trouvé une écoute. Il est maintenant avéré qu'une solution ne peut que venir de l'intérieur et des forces démocratiques qui risquent chaque jour leurs vies.

Jean-Claude COURDY